



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté n° UBDEO-ERC-26-30

mettant en demeure l'établissement SEFOB situé à Saint-Maclou en matière d'installations
classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

LE PRÉFET DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5,
- vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.113-1 à L.113-2, R.113-1 à R.113-2 et R.142-2 à R.142-3,
- vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,
- vu le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,
- vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,
- vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 autorisant la société SEFOB à exploiter une scierie et une installation de traitement de bois,

- vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2022 autorisant la société SEFOB à procéder à l'extension de son établissement par l'implantation d'une unité de rabotage de bois et d'une unité attenante de stockage de bois,
- vu le rapport de la DREAL établi suite à la visite d'inspection du 9 avril 2026 transmis à l'exploitant par courriel en date du 15 avril 2026, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,
- vu le courriel du 15 avril 2026 informant, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement et de l'article L.121-1 du code des relations du public avec l'administration, l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations,
- vu les observation de l'exploitant formulées par courriel en date du 22 avril 2026,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 9 avril 2026, la DREAL a constaté que les ressources en eau en cas d'incendie étaient inférieures au volume prescrit à l'article 5.e de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022 susvisé,

Considérant que ce manque d'eau pourrait conduire à ne pas pouvoir éteindre un incendie en cas de départ de feu,

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux dispositions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société SEFOB de respecter les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article 1er

La société SEFOB, dont le siège social est situé 503 rue Vannée – 27210 SAINT-MACLOU est mise en demeure de respecter dans un délai de 2 mois l'article 5e de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2022 :

« Les besoins en eau d'extinction des nouvelles installations sont calculés à 240 m³/h sur 4 h. Avant mise en service des nouvelles installations, une réserve d'eau complémentaire devra être installée à moins de 100 m en complément de la réserve existante de 360 m³. Sa capacité pourra tenir compte du débit 4 h en simultané des bornes incendie situées à moins de 100 m. La réserve d'eau complémentaire doit être implantée en dehors des zones d'effet incendie 3 et 5 kW/m².

[...] »

La prescription pourra être considérée comme satisfaite dès lors que l'exploitant aura transmis les attestations justifiant d'un volume d'eau disponible de 960 m³ (240 m³/h sur 4 h).

Le délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "téléréours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4

Le présent arrêté est notifié à la société SEFOB.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie adressée à :

- au sous-préfet de Bernay,
- au maire de la commune de Saint-Maclou,
- au chef de l'unité bidépartementale Eure-Orne de la DREAL.

Fait à Évreux, le **29 AVR. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture


Alaric MALVES

